

Market News

Etudes Economiques & Stratégie

mercredi 4 mars 2026

L'absence de « valeur refuge » augmente le risque !

Matières Premières				Cloture américaine				Indices Futures			
	Price	Change	% Chg	Indices	Price	Change	% Chg		Price	Change	% Chg
Crude Oil	76.4	1.84	2.47%	S&P 500	6,816.63	-64.99	-0.94%	S&P F	6,784.25	-40.5	-0.59%
Gold	5,147.50	23.80	0.46%	Dow Jones	48,501.27	-403.51	-0.83%	NASDAQ F	24,541.75	-214	-0.86%
Silver	84.215	0.74	0.89%	Nasdaq	22,516.69	-232.17	-1.02%	DJIA F	48,343	-217	-0.45%
	Changes			VIX	23.57	2.13	9.93%				
DX Index	99.11	0.060	0.06%	Sectors à Wall Street				Asie			
Euro	1.1615	0.000	0.01%				% Chg Nikkei	54,145.42	-2133.63	-3.79%	
Yen	157.5	-0.240	-0.15%	Financials			-0.18%	Hang Seng	25,061.02	-707.06	-2.74%
Pound	1.3335	-0.002	-0.18%	Communication Services			-0.27%	Shanghai	4,080.97	-41.71	-1.01%
				Real Estate			-0.59%	Singapore	4,775.54	-141.11	-2.87%
Marché obligataire				Utilities			-0.65%	Asia Dow	5,376.30	-231.95	-4.14%
	Price	Daily en pb		Consumer Discretionary			-0.86%	Europe			
U.S. 10yr	4.077	0.5		Energy			-0.94%	Stoxx 600	604.44	-19.19	-3.08%
Germany 10yr	2.766	5.5		Consumer Staples			-0.97%	CAC 40	8,103.84	-290.48	-3.46%
Italy 10yr	3.499	13.9		Information Technology			-1.05%	DAX	23,790.65	-847.35	-3.44%
Japan 10yr	2.12	-1.3		Health Care			-1.14%	FTSE MIB	44,468.46	-1811.94	-3.92%
Crypto				Industrials			-1.96%	IBEX 35	17,062.40	-813.4	-4.55%
Bitcoin USD	68,450	218	0.32%	Materials			-2.69%	FTSE 100	10,484.13	-295.98	-2.75%
Ethereum USD	1,978.02	8.64	0.44%								

Copy as CSV6741.84M

Achevé de rédiger à 7h45

Situation au Proche-Orient

- L'administration Trump dispose d'environ 30 jours pour mettre fin au conflit avec l'Iran afin d'éviter une flambée durable du pétrole qui relancerait l'inflation américaine et repousserait les baisses de taux de la banque centrale. Si la guerre se prolonge ou perturbe durablement le détroit d'Ormuz, le choc énergétique pourrait transformer une hausse temporaire en crise inflationniste durable dépassant 4 %.
- Les frappes visant des infrastructures énergétiques dans le Golfe menacent jusqu'à 14-15 millions de barils de pétrole et perturbent également le GNL et le marché mondial des engrais, avec des risques pour la sécurité alimentaire et l'industrie. Cette situation révèle aussi la vulnérabilité des infrastructures énergétiques face à des attaques technologiques peu coûteuses comme les drones.
- Au cinquième jour du conflit, Israël et les Etats-Unis intensifient leurs frappes contre l'Iran tandis que Téhéran riposte par des missiles contre Israël et des positions américaines, élargissant les tensions à plusieurs pays de la région. L'escalade militaire provoque des déplacements de population, mobilise des renforts occidentaux dont la France, et menace le commerce maritime mondial avec le blocage du détroit d'Ormuz.

30 jours !

L'administration de Donald Trump dispose d'un délai critique de moins de 30 jours pour mettre fin au conflit avec l'Iran, sous peine de voir sa stratégie de lutte contre l'inflation s'effondrer. Les marchés financiers misent actuellement sur un scénario dit « Venezuela II », prévoyant une opération militaire chirurgicale de courte durée suivie d'un retour rapide à l'ordre et d'une baisse des cours du pétrole. Cependant, **si le conflit s'enlise au-delà de la fin du mois de mars, le prix du baril pourrait se stabiliser à des niveaux élevés, provoquant une hausse de l'inflation mensuelle potentielle de 0,5% à 0,7% supplémentaire aux Etats-Unis (les relevés de prix étant vers la moitié du mois)**. Une telle dérive structurelle des prix de l'énergie forcerait la banque centrale à reporter les baisses de taux attendues au-delà de septembre 2026. Le risque majeur réside dans une possible destruction des infrastructures par les factions iraniennes sortantes ou une obstruction prolongée du détroit d'Ormuz, ce qui ferait bondir les coûts de fret et perturberait les chaînes

d'approvisionnement mondiales. Bien que le marché ait déjà intégré une partie de la hausse avec un baril, une guerre dépassant le cap des 30 jours transformerait ce choc temporaire en **une crise inflationniste durable, avec une inflation pouvant dépasser 4% puis une diffusion progressive de la hausse des prix énergétique dans l'inflation sous-jacente**. Pour Donald Trump, l'enjeu est double : préserver son image de « faiseur de paix » par la force et garantir la stabilité monétaire nécessaire à sa politique intérieure. Si le dénouement rapide n'intervient pas d'ici le 30 mars, ce sera un échec de la doctrine de stabilité économique de la Maison Blanche.

Source de nervosité :

Il existe un risque de dommages structurels profonds pour les économies de la zone. **Les récentes frappes iraniennes contre les infrastructures de Saudi Aramco au terminal de Ras Tanura et les unités de production de GNL au Qatar, ainsi que les incendies aux Emirats arabes unis provoqués par des débris de drones, ont radicalement modifié le paysage énergétique**. Environ 14 à 15 millions de barils de brut provenant du Golfe sont désormais menacés. Si les stocks constitués en amont par l'Arabie saoudite, l'Irak et les Emirats arabes unis permettent de tenir deux à trois semaines, les goulots d'étranglement logistiques dans le détroit d'Hormuz et le temps nécessaire au redémarrage des capacités de production entraîneront des perturbations durables. Au-delà du pétrole, **la situation menace gravement la sécurité alimentaire mondiale, puisque 33 % des engrais commercialisés proviennent du Golfe, coïncidant avec la saison des semis en Asie et en Europe**. Le marché du gaz naturel liquéfié (GNL) subit également un choc majeur, avec une envolée des prix du gaz européen, forçant l'Europe à une compétition coûteuse avec l'Asie. Les industries du GNL aux Etats-Unis et en Russie apparaissent comme les bénéficiaires économiques de cette crise. Cette guerre confirme une vulnérabilité nouvelle des secteurs industriels à des menaces, où des équipements technologiques peu coûteux comme les drones peuvent désormais paralyser des stations de pompage ou des pipelines stratégiques.

Actualité :

Au cinquième jour de la guerre au Moyen-Orient, Israël a lancé une nouvelle vague de frappes contre l'Iran visant notamment des sites de lancement de missiles, des systèmes de défense aérienne et un centre militaire souterrain près de Téhéran présenté comme lié au programme nucléaire iranien, tandis que les Etats-Unis affirment avoir déjà frappé près de 2 000 cibles depuis le début de l'offensive.

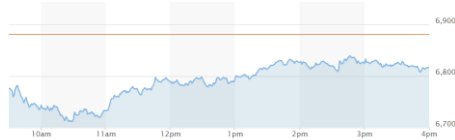
En représailles, l'Iran poursuit ses tirs de missiles contre Israël et des positions américaines dans la région, dont la base d'Al-Udeid au Qatar, tandis que des débris de missiles sont tombés à Tel-Aviv après des interceptions.

Au Liban, des frappes israéliennes sur plusieurs villes proches de Beyrouth et dans l'est du pays ont fait au moins six morts et provoqué le déplacement de plus de 58 000 personnes, alors que l'armée israélienne promet de poursuivre ses opérations contre le Hezbollah jusqu'à son désarmement. Cette nouvelle spirale de violence aggrave une crise socio-économique déjà profonde, marquée par une dépréciation monétaire sévère et une pénurie de ressources de base. La communauté internationale observe avec préoccupation le risque d'un embrasement régional total, tandis que les flux de déplacés internes atteignent des niveaux alarmants. La paralysie des institutions politiques libanaises complique toute tentative de médiation ou de secours structuré à court terme.

Le conflit s'étend également sur le plan régional avec des incidents au Qatar, en Irak et aux Emirats arabes unis, des fermetures ou attaques visant des représentations diplomatiques américaines, et le renforcement militaire de plusieurs puissances occidentales, notamment la France et le Royaume-Uni.

Le président Emmanuel Macron a ordonné le déploiement du porte-avions Charles de Gaulle et de renforts militaires au Moyen-Orient pour protéger les intérêts français et contribuer à la stabilité régionale. Cette escalade soulève des interrogations sur les objectifs finaux de Washington, alors que Donald Trump et son administration avancent des justifications parfois contradictoires pour légitimer l'entrée en guerre. Les conseillers de la Maison Blanche s'activent pour obtenir un soutien budgétaire et politique du Congrès, tandis que le blocage du détroit d'Hormuz provoque un gel sans précédent du commerce maritime mondial, menaçant l'approvisionnement énergétique de l'Europe et de l'Asie.

Indice S&P 500



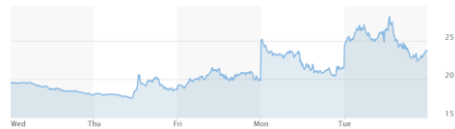
(Source : Marketwatch)

S&P 500 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

VIX - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Etats-Unis

Les indices boursiers américains ont terminé en nette baisse la séance d'hier, dans un contexte de fortes tensions géopolitiques au Moyen-Orient qui ont alimenté les craintes d'un choc énergétique et d'un retour durable de l'inflation. Après une ouverture très agitée, les principaux indices ont toutefois réussi à réduire une grande partie de leurs pertes initiales. Le S&P 500 a ouvert à 6 800 (- 1,6%), mais il est rapidement tombé à 6 710 (- 2,4%), avant de se redresser sur la mi-séance, et repasser au-dessus des 6 800 points, pour clôturer à 6 817 (- 65 points), en baisse de « seulement » 0,9%. Le Dow Jones recule de 0,8% à 48 501 (- 404 points) et le Nasdaq perd 1,0% à 22 517 (- 232 points). Le VIX après avoir frôlé les 28,0 points, son plus haut niveau depuis novembre, clôture à 23,6, en hausse sur la séance de 9,9%.

Les inquiétudes liées à l'escalade militaire au Moyen-Orient ont dominé. Au quatrième jour de l'offensive israélo-américaine contre l'Iran, les frappes se sont poursuivies sur plusieurs sites iraniens tandis que Téhéran multipliait les représailles dans la région du Golfe. Un nouveau front s'est également intensifié au Liban après des attaques du Hezbollah contre Israël. Cette situation a ravivé les craintes d'une perturbation durable des flux énergétiques mondiaux, notamment via le détroit d'Ormuz. La menace iranienne de cibler les navires traversant ce détroit a fait grimper les coûts d'assurance maritime et les tarifs de fret, renforçant l'inquiétude sur l'approvisionnement énergétique mondial. Dans ce contexte, les cours du pétrole ont fortement progressé : le baril de WTI a terminé en hausse de 4,7% à 74,56 \$ tandis que le Brent a gagné 4,7% à 81,40 \$ après avoir dépassé brièvement les 85 \$ en séance, un sommet depuis l'été 2024. La hausse rapide des prix de l'énergie a immédiatement ravivé les craintes inflationnistes sur les marchés financiers. Les investisseurs redoutent qu'un choc énergétique similaire à celui observé après l'invasion de l'Ukraine en 2022 ne relance la pression sur les prix et ne complique la trajectoire de la politique monétaire de la banque centrale américaine. De plus, plusieurs membres du FOMC ont rappelé que l'inflation restait supérieure à l'objectif de la banque centrale et que toute nouvelle poussée pourrait retarder ou limiter les baisses de taux attendues. Dans ce contexte, les rendements obligataires américains se sont tendus en début de séance avant de se détendre légèrement par la suite.

L'annonce du président Donald Trump d'un dispositif visant à sécuriser le trafic maritime dans le Golfe a toutefois contribué à calmer partiellement les marchés en milieu de séance. La Maison Blanche a indiqué que la *United States Development Finance Corporation* pourrait fournir des garanties d'assurance pour les navires transitant dans la zone et que la marine américaine pourrait escorter les pétroliers si nécessaire. Cette annonce a permis une détente relative

des prix du pétrole et une décrue de la volatilité, favorisant un rebond technique des indices boursiers qui ont nettement réduit leurs pertes initiales. Malgré ce rebond partiel, la séance est restée marquée par une forte aversion au risque et des ventes généralisées dans plusieurs secteurs cycliques.

Les valeurs technologiques ont été particulièrement pénalisées, notamment les fabricants de semi-conducteurs et de mémoires. Ces prises de bénéfices des investisseurs pourraient traduire potentiellement de problème de liquidité de certains fonds (prise de bénéfices sur les titres qui ont bien progressé pour faire face aux rachats), car sur les fonds, les titres qui ont corrigé sont peu sensibles aux cours du pétrole et ont une forte visibilité sur leur résultat : « vendre la qualité » n'est jamais un signal positif ! **Micron Technology** a chuté de 8,0%, **Western Digital** a reculé de 7,2%, **KLA** a perdu 6,1%, **Lam Research** a abandonné 6,0% et **Seagate Technology** a cédé 5,8%. Plusieurs grandes capitalisations du secteur ont également terminé en baisse, notamment **Nvidia** (- 1,3%), **AMD** (- 3,9%) et **Intel** (- 5,3%). Les valeurs minières et de matières premières ont également subi des dégagements marqués après la chute des métaux précieux, **Newmont** perdant 7,7% et **Albemarle** reculant de 7,6%.

Dans la gestion d'actifs alternatifs, Blackstone a cédé 3,8% après des informations sur des sorties nettes de 1,7 Mds \$ dans son fonds de crédit privé BCRED, ravivant les inquiétudes sur la liquidité et la transparence de ce marché. Le secteur aérien a aussi été sous pression avec la hausse du pétrole, même si en fin de séance, ces valeurs ont profité du recul des cours du pétrole. **United Airlines** recule de 0,7% ou **American Airlines** de 0,5%. Quelques valeurs ont néanmoins tiré leur épingle du jeu grâce à des publications d'entreprises ou à des annonces stratégiques. **Target** a progressé de 6,7% après avoir présenté des perspectives de bénéfices jugées solides pour 2026, tandis que **Best Buy** a gagné 7,1% après la publication de résultats trimestriels supérieurs aux attentes. Dans le secteur technologique, **Workday** s'est distingué avec une hausse de 7,1%, tandis que **Thomson Reuters** a avancé de 6,0% et **Adobe** de 3,9%, contribuant à limiter le repli global du marché. **Pinterest** a également fortement progressé (+ 9,3%) après l'annonce d'un investissement stratégique d'un milliard de dollars du fonds activiste Elliott Management et le lancement d'un programme de rachat d'actions de 3,5 Mds \$. A l'inverse, plusieurs sociétés ont été sanctionnées après des perspectives jugées décevantes, notamment **MongoDB** qui a plongé de plus de 22,2% après des prévisions de revenus inférieures aux attentes pour 2027.

Globalement, **cette séance a illustré la nervosité des marchés face à l'incertitude géopolitique et à ses implications potentielles sur l'énergie, l'inflation et la politique monétaire.** Mais, les indices ont réussi à limiter leurs pertes après une ouverture particulièrement violente, ce qui témoigne d'une certaine résilience de l'appétit pour le risque des investisseurs face à ce choc géopolitique.

Détail de la séance sur les valeurs : cf. Les US en Actions.

Nikkei 225 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Asie

Le **Nikkei 225** chute violemment de 4,0%, pour revenir vers les 54 000 points. Les actions japonaises reculent pour la troisième session consécutive, les prix du pétrole plus élevés causés par le conflit au Moyen-Orient alimentant les inquiétudes inflationnistes. Les actions locales ont également suivi les pertes à Wall Street durant la nuit, alors que la guerre américano-israélienne contre l'Iran entre maintenant dans son cinquième jour, Israël frappant un bâtiment où des religieux se réunissaient mardi pour élire un nouveau Guide suprême. Cependant, les marchés se sont quelque peu stabilisés après que le président Donald Trump s'est engagé à escorter les pétroliers à travers le détroit d'Ormuz.

Les actions financières ont mené la baisse, avec de fortes pertes chez Mitsubishi UFJ (- 5,1%), Sumitomo Mitsui (- 6,5%) et Mizuho Financial (- 6,1%), tandis que les actions technologiques ont prolongé leurs baisses, notamment Fujikura (- 6,6%), Advantest (- 5,4%) et Tokyo Electron (- 4,9%).

Les marchés chinois sont aussi dans le rouge : le **Hang Seng** chute de 2,9% et le **composite de Shanghai** de 1,2%, marquant une troisième baisse consécutive et approchant un plus bas depuis 11 semaines. Une forte baisse des contrats à terme américains a alourdi le sentiment, alors que les craintes s'accumulent. De plus, le PMI officiel de février a signalé une faiblesse dans l'industrie et les services lors d'une longue pause du Nouvel An lunaire, s'écartant des données des enquêtes de *S&P Global*. Certes, élément de soutien pour le Hang Seng les chiffres PMI montrant que le secteur privé de Hong Kong a connu une croissance la plus rapide depuis près de trois ans en février, malgré une concurrence intense. L'attention se porte désormais sur la réunion annuelle des « Deux Sessions », où les autorités sont censées fixer des objectifs économiques et définir les priorités politiques.

Le KOSPI chute de 11,2% pour atteindre 5 140, glissant à son plus bas niveau depuis près de trois semaines. La hausse des cours du pétrole suscite des inquiétudes quant à la hausse des coûts d'importation et à l'inflation dans en Corée du Sud, dépendante de l'énergie. Les pertes se sont concentrées sur les grands exportateurs, dont **Samsung Electronics (- 11,0%), SK Hynix (- 8,4%), Hyundai Motor (- 15,6%), Kia Corp (- 13,6%), LG Energy Solution (- 11,2%) et SK Square (- 10,8%)**. Le won a également encore déprécié, amplifiant les sorties étrangères et accentuant les pressions inflationnistes importées, après que des investisseurs étrangers avaient déjà enregistré des ventes nettes de capital en février record.

Le **S&P/ASX 200** a chuté de 2,0% pour se stabilise sur les 8 900, prolongeant les pertes de la session précédente, alors que les inquiétudes concernant l'impact inflationniste du conflit au Moyen-Orient pesaient sur le sentiment. Les miniers or ont mené la baisse, après que les prix des lingots se sont repliés sur un dollar américain plus ferme. Les producteurs d'or Northern Star Resources et Evolution Mining ont reculé respectivement de 1,7% et 4,7%, entraînant le secteur minier plus large. Par ailleurs, hier, la gouverneure de la *RBA*, Michele Bullock, a indiqué que la banque centrale pourrait encore resserrer la politique dès mars si les attentes d'inflation risquent de se désancrer.

Change €/€



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (US)

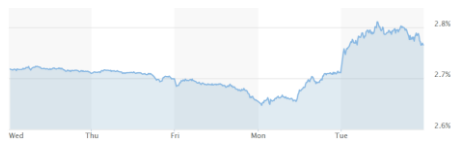


(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

La séance obligataire a été marquée par une nouvelle hausse des taux longs souverains de part et d'autre de l'Atlantique, dans un contexte dominé par l'escalade du conflit au Moyen-Orient et par une flambée spectaculaire des prix de l'énergie, qui ravive brutalement les anticipations inflationnistes et neutralise le traditionnel réflexe de « *flight to quality* » sur les dettes d'État. Aux Etats-Unis, les taux à 10 ans sont montés de 4,06% à plus de 4,10%, avant de revenir vers les 4,075% avec la détente des cours du pétrole. Ils ont inscrit un plus haut depuis la mi-février, tandis que le 30 ans s'établit à 4,719% (+ 1,3 pb) et le 2 ans à 3,529% (+ 2,3 pb). La poursuite de la hausse du Brent, brièvement au-dessus de 85 \$, et du WTI, proche de 78 \$, combinée à l'explosion des prix du gaz européen, le TTF passant de 31 à plus de 60 euros/MWh en 48 heures, alimente la crainte d'un regain d'inflation mondiale. Les marchés ont ainsi repoussé de juillet à septembre leurs anticipations de première baisse de taux de la banque centrale, même si deux réductions de 25 pb demeurent intégrées pour 2026. L'attention reste également tournée vers les prochaines données sur l'emploi américain, susceptibles d'affiner les anticipations de politique monétaire. En Europe, la tension a été plus marquée encore, les dettes libellées en euros

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

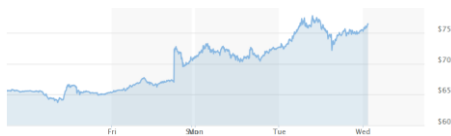
apparaissant particulièrement vulnérables à un choc énergétique prolongé, compte tenu de la dépendance du continent aux importations d'hydrocarbures. Les taux à 10 ans allemands ont grimpé au-dessus des 2,80%, dans le sillage de chiffres d'inflation en zone euro supérieurs aux attentes, avec une inflation annuelle à 1,9% et une inflation sous-jacente à 2,4%. Mais, ensuite, corrélé aux T-Bonds, les taux allemands sont retombés à 2,766%. En France, l'OAT à 10 ans a progressé de 10,6 pb, pour atteindre 3,404%, après 3,42% au plus haut, tandis qu'en Italie le BTP à 10 ans a bondi à 3,499% (+ 13,8 pb). La remontée des rendements italiens s'inscrit dans un contexte où l'inflation harmonisée nationale a accéléré à 1,6%, renforçant la sensibilité des *spreads* périphériques à toute révision des anticipations sur la politique de la BCE, désormais susceptible de conserver un biais restrictif plus longtemps. Outre-Manche, la volatilité a été aussi importante : les *Gilts* britanniques à 10 ans sont montés 4,53% avant de clôturer à 4,408% (stable). Les marchés monétaires ont réduit drastiquement la probabilité d'une baisse de taux imminente de la Banque d'Angleterre, dans un environnement où la hausse des coûts énergétiques menace la croissance déjà revue à la baisse par l'*Office for Budget Responsibility*. En toile de fond, **les inquiétudes se sont également propagées au crédit privé après des sorties significatives enregistrées par certains fonds, accentuant la nervosité générale.** Les investisseurs, qui estimaient encore récemment que les marchés pouvaient absorber une dose supplémentaire d'incertitude géopolitique à condition que le conflit reste bref, réévaluent désormais le scénario d'une guerre prolongée, susceptible de bouleverser durablement les équilibres énergétiques et monétaires mondiaux.

Sur le marché des changes, le dollar a connu un puissant mouvement de renforcement, dans un contexte d'escalade du conflit au Moyen-Orient et de flambée des prix de l'énergie, reléguant au second plan les données macroéconomiques européennes pourtant supérieures aux attentes. Aux Etats-Unis, le *Dollar Index* est monté de 98,60 à un pic à 99,50, avant de revenir à 99,2. L'intensification des tensions avec l'Iran et les déclarations du président américain sur une possible prolongation des opérations militaires ont renforcé l'aversion au risque. Les investisseurs considèrent les Etats-Unis comme relativement protégés grâce à leur indépendance énergétique accrue, ce qui soutient encore la devise américaine. L'euro cède près de 1% face au dollar, la livre sterling recule de 0,8% et le dollar australien chute de 1,3 %, tandis que le yen ne limitait ses pertes qu'à 0,3%. L'euro est revenu sous les 1,16 \$ (1,1593 \$ ce matin), son plus bas niveau depuis la mi-janvier, malgré une inflation en zone euro ressortie à 1,9% en février et une inflation sous-jacente à 2,4%, toutes deux supérieures aux prévisions. Si ces chiffres pourraient en théorie soutenir un biais plus restrictif de la BCE, **les investisseurs redoutent surtout un scénario de « stagflation »**, combinant inflation persistante et croissance atone, dans un contexte de flambée de près de 75% des prix du gaz européen depuis vendredi et de hausse d'environ 15% des cours du brut. La livre sterling a glissé à 1,3310 \$, un plus bas depuis début décembre, affaiblie à la fois par la vigueur du billet vert et par la révision en baisse des prévisions de croissance britannique pour 2026 par l'*Office for Budget Responsibility*. Le franc suisse, pourtant traditionnel refuge, s'est également déprécié à 0,787 \$, son plus bas depuis fin janvier, pénalisé par la fermeté du dollar mais aussi par les déclarations de la Banque Nationale Suisse se disant prête à intervenir pour contrer une appréciation excessive de sa devise, dans un contexte où l'inflation helvétique reste contenue à 0,1%.

Sur les métaux précieux, la séance a été marquée par un net repli généralisé, en dépit d'un contexte géopolitique extrêmement tendu. Les investisseurs privilégient le dollar et les actifs énergétiques face à la résurgence des craintes inflationnistes. Aux Etats-Unis, l'or a reculé de près de 2% pour revenir sous les 5 200 \$ l'once, pénalisé par l'appréciation du billet vert et par la remontée des

taux longs, alors même que les risques géopolitiques s'intensifiaient. L'argent a subi un mouvement encore plus marqué, les contrats à terme chutant de plus de 7 % pour passer ponctuellement sous les 83 \$ l'once, avant de rebondir à 84,09 \$. Les investisseurs cherchant avant tout à renforcer leurs liquidités en devise américaine. La corrélation accrue de l'argent avec les actifs risqués, notamment industriels, a amplifié la correction dans un environnement où la perspective d'un choc énergétique mondial fait craindre un ralentissement économique. Le palladium a également fortement reculé, revenant vers 1 700 \$ l'once après avoir inscrit des sommets d'un mois la semaine précédente. Le marché du palladium reste caractérisé par une offre tendue, en raison de perturbations de production en Afrique du Sud et des incertitudes persistantes sur les exportations russes, limitant la disponibilité physique du métal. Toutefois, ces éléments fondamentaux n'ont pas suffi à compenser l'effet négatif de la hausse du billet vert et de la progression des rendements américains. Globalement, la séance illustre un renversement temporaire des schémas traditionnels : malgré l'intensification des risques géopolitiques et les menaces sur l'approvisionnement énergétique mondial, les métaux précieux ont été délaissés au profit du dollar et des actifs liés à l'énergie, les investisseurs privilégiant la liquidité et la protection contre un choc inflationniste susceptible de retarder l'assouplissement monétaire américain.

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole

Les prix du pétrole sont encore en hausse, de plus de 1 \$, ce matin. Le Brent gagne 1,7 \$, soit 2,1%, à 83,14 \$ le baril, après avoir terminé la séance d'hier à son plus haut niveau depuis janvier 2025. Le brut américain *West Texas Intermediate* progresse de 1,3 \$, soit 1,8%, à 75,90 \$, après avoir atteint son plus haut niveau depuis juin. Les forces israéliennes et américaines ont frappé des cibles à travers l'Iran, entraînant des frappes iraniennes contre des infrastructures énergétiques dans une région qui représente un peu moins d'un tiers de la production pétrolière mondiale. L'Iran a également ciblé des pétroliers dans le détroit d'Hormuz. Le trafic est resté pratiquement fermé pour un quatrième jour après que l'Iran a attaqué cinq navires. Cependant, les déclarations du président Donald Trump selon lesquelles la marine américaine pourrait commencer à escorter des pétroliers dans le détroit d'Hormuz si nécessaire ont contribué à limiter la hausse des prix du brut. Trump a indiqué avoir ordonné à la *U.S. International Development Finance Corporation* de fournir des assurances contre les risques politiques et des garanties financières pour le commerce maritime dans le Golfe. Mais les armateurs s'interrogent sur la capacité des escortes militaires et du soutien assurantiel à restaurer la confiance. Pays et entreprises commencent à rechercher des routes et des approvisionnements alternatifs. L'Inde et l'Indonésie ont indiqué qu'elles cherchaient d'autres sources d'énergie, tandis que certaines raffineries chinoises arrêtaient ou anticipaient leurs opérations de maintenance. Le géant pétrolier saoudien Aramco tente de dérouter certaines exportations via la mer Rouge afin d'éviter le détroit d'Hormuz, selon des sources. Aux Etats-Unis, les stocks de brut ont augmenté de 5,6 millions de barils la semaine dernière, selon les chiffres de l'*American Petroleum Institute*, bien au-dessus des 2,3 millions de barils prévus par les analystes. Les chiffres officiels du gouvernement américain sont attendus aujourd'hui.



Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers. Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2026, Tous droits réservés.